

Conférence de presse du 11 juillet 2019 : « L'agriculture à l'ère du changement climatique »

## **Nous devons agir – maintenant !**

*Exposé de Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)*

Comme vous avez pu le constater chez Ruedi Bigler : le changement climatique fait désormais partie du quotidien des exploitations. Les familles paysannes ressentent les changements et adaptent leur production à la nouvelle donne. D'autre part, les paysans se rendent aussi compte qu'ils doivent contribuer eux aussi à la réduction des émissions de gaz ayant une incidence sur le climat. Ils doivent donc agir sur deux plans.

Notre mission à l'Union suisse des paysans consiste à soutenir les agriculteurs dans ces deux champs thématiques. Dans le cas de l'adaptation au climat, par exemple, à travers la collaboration avec Agroscope et la sélection végétale suisse. Si, autrefois, c'était le rendement qui comptait en sélection végétale, il s'agit aujourd'hui plutôt d'obtenir des plantes robustes. Que ce soit face aux maladies, aux ravageurs ou encore à des périodes de sécheresse prolongées. Nous pouvons aussi intervenir au niveau de la technique d'irrigation, en encourageant des systèmes particulièrement économes en ressources. Les questions évoquées plus tôt à propos des droits à l'eau doivent être tirées au clair pour l'avenir. En outre, nous devons réfléchir, à l'heure qu'il est, sur la manière de pouvoir collecter de l'eau de pluie dans les exploitations d'alpage pour mieux faire face à la sécheresse. La protection du sol et une qualité élevée des sols gagnent encore en importance. En outre, il s'agit de voir comment nous pouvons intégrer les effets positifs de nouvelles méthodes culturales comme l'agroforesterie dans une agriculture compétitive. Les assurances représentent un autre terrain d'intervention. Notre enquête montre que seules peu d'exploitations ont conclu une assurance contre la sécheresse, car ces produits coûtent trop cher. Nous sommes ici en contact avec l'Office fédéral de l'agriculture pour savoir si et comment une réduction de primes, à l'instar de ce qui se fait à l'étranger, pourrait trouver sa place dans le développement de la politique agricole.

Pour ce qui est du second levier, à savoir de la réduction des émissions, il s'agit surtout d'identifier et d'encourager de nouveaux moyens efficaces dans le domaine de la technique et de l'innovation. Or, les processus biologiques en œuvre se révèlent complexes et ne sont pas modifiables à volonté. Nous ne pourrions donc pas totalement mettre fin aux flatulences bovines ou, en langage familier, aux pets et aux rots des vaches. Et pour le climat, peu importe que celles-ci pètent en Suisse ou à l'étranger. Des réductions plus importantes dans la production de lait et de viande sont absurdes si elles ne s'accompagnent pas d'un changement des habitudes de consommation. Cela vaut en général, jusqu'à un certain degré, pour la production agricole et ses émissions. Il est impossible de les éviter totalement, et nous ne pouvons pas vivre sans manger. En outre, les réductions se révèlent souvent difficiles à mesurer et vérifier. Nous l'avons bien vu avec l'exemple des additifs fourragers. Nous dépendons toujours de la recherche, aussi pour la mise en œuvre des mesures possibles aujourd'hui, comme les installations de biogaz et l'ajout d'inhibiteurs de nitrification dans les fertilisants.

Conclusion : le changement climatique place les familles paysannes et l'Union suisse des paysans face à toute une série de nouveaux défis. Nous devons les relever, le plus tôt sera le mieux.